



06

déc.

2018



Niv. 2

Espagne


n° 42/2016

Création de l'alerte : 16 mars 2016

## Nominations politiques à la tête des chaînes publiques espagnole et catalane

Résolue

SOURCE DE LA MENACE ▶ Etatique

 CATÉGORIE  ▶ Autres actes ayant des effets dissuasifs sur la liberté des médias
**AUTEUR : FEJ/FIJ**

Le 8 mars 2016, le Conseil d'administration de la chaîne publique espagnole RTVE a décidé de nommer à la direction de la chaîne Eladio Jareno, ex-responsable de la communication du Parti Populaire catalan. La Fédération espagnole des syndicats de journalistes (FeSP) a dénoncé, dans un communiqué, une décision qui accentue le contrôle gouvernemental sur la chaîne publique nationale. Le 28 février 2016, le Syndicat des Journalistes de Catalogne (SPC) avait dénoncé des nominations politiques du même ordre au sein de la nouvelle direction des médias publics catalans (TV3 et Catalunya Radio), confiée à des proches des partis de la coalition gouvernementale catalane, ERC et CDC. Les syndicats de journalistes appellent à des réformes législatives afin de garantir l'indépendance des médias publics à l'égard des partis politiques, notamment par la désignation des membres de la direction des médias publics par un vote parlementaire à la majorité qualifiée.

### RÉSOLUE

**06 déc. 2018:** Le président de la chaîne publique espagnole RTVE a démissionné le 22 juin 2018 à la suite d'une loi adoptée par le Parlement espagnol en vertu de laquelle les membres de la direction et des organes directeurs de RTVE devraient être choisis par voie de concours. Le 6 décembre 2018, les organisations partenaires de la Plateforme ont déclaré ce cas "résolu", concluant qu'il ne représentait plus une menace active à la liberté des médias.

### MISES À JOUR

**25 juin 2018 :** José Antonio Sánchez, président de la chaîne publique espagnole RTVE, a démissionné le 22 juin 2018 à la suite d'une loi adoptée par le Parlement espagnol en

vertu de laquelle les membres de la direction et des organes directeurs de RTVE devraient être choisis par voie de concours.

- ➔ Article publié sur [broadbandtvnews.com](http://broadbandtvnews.com) : 'RTVE president Sánchez departs'
- ➔ Communiqué de RSF : 'Spanish government urged to stop blocking public broadcasting reform'

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES

- ➔ Communiqué du Syndicat des Journalistes de Catalogne (SPC) (en catalan) : "L'Assemblea de TV3 critica els nomenaments de directius a la CCMA"
- ➔ Communiqué de la Fédération espagnole des Syndicats de Journalistes (FeSP) (en espagnol): "El Gobierno del PP en funciones politiza aun más TVE "

## RÉPONSES DE L'ÉTAT



21 sept. 2017 | Réponse des autorités espagnoles

- ➔ Lettre de la Représentation permanente de l'Espagne auprès du Conseil de l'Europe

## INSTRUMENTS DU CONSEIL DE L'EUROPE

04 avr. 2016 | Fiche thématique relative à la liberté d'expression et aux médias audiovisuels

- ➔ Aperçu de la jurisprudence de la CEDH et autres sources pertinentes du Conseil de l'Europe relatives à la liberté d'expression et aux médias audiovisuels (disponible en anglais uniquement)

### CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Cette rubrique présente une sélection non-exhaustive des documents du CdE et de la jurisprudence de la CEDH. Cette information ne constitue pas une évaluation juridique de l'alerte et ne doit pas être interprétée ou utilisée en ce sens.